

K

KAUFFMANN (M. Michel), *Député du Bas-Rhin (R. S.)*.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits afférents à la succession de tout bien foncier et de ses annexes agricoles ainsi que les droits de mutation sous condition que ces derniers aient pour objet une opération favorable à la marche de l'exploitation agricole, **n° 810**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer le rajustement automatique après chaque augmentation légale des traitements et salaires, des pensions des assurés sociaux : vieillesse, invalidité, accidentés du travail, ainsi que des allocations aux économiquement faibles, **n° 1246**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à réglementer la culture et le marché du houblon en France, **n° 1374**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures de protection qui s'imposent pour assainir dans les plus brefs délais le marché des houblons de la production nationale et sauvegarder les intérêts des planteurs français gravement menacés par les difficultés d'écoulement de la récolte 1951, **n° 1390**.

— Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à établir la parité entre la carrière et le classement indiciaire des fonctionnaires de l'Etat et des agents des communes et collectivités publiques ayant une qualification et des fonctions comparables, **n° 1423**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence le montant des ressources légales qui, en vertu du décret du 5 décembre 1927 (art. 40 de la loi du 27 décembre 1927 et art. 4 du décret-loi du 30 octobre 1935), assurent le financement des chambres d'agriculture, **n° 2435**. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2435) de M. Kauffmann et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence le montant des ressources légales qui, en vertu du décret du 5 décembre 1927 (art. 40 de la loi du 27 décembre 1927 et art. 4 du décret-loi du 30 octobre 1935), assurent le financement des chambres d'agriculture, **n° 2565**. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Kauffmann et Damette (n° 1390) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures de protection qui s'imposent pour assainir dans les plus brefs délais le marché des houblons de la production nationale et sauvegarder les intérêts des planteurs français gravement menacés par les difficultés d'écoulement de la récolte 1951, **n° 2576**. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les règles qui président à l'expropriation des terrains acquis pour les besoins de la défense nationale (création de bases aériennes, parcs de

matériel, dépôts de carburants et de munitions) et les travaux d'équipement du territoire en confiant à une commission paritaire le soin d'expertiser les terres expropriées et de fixer le montant de l'indemnisation, n° 2645. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3855) de MM. Hettier de Boislambert et Jean-Paul Palewski instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », n° 3883. — Le 2 juillet 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3855) de MM. Hettier de Boislambert et Jean-Paul Palewski instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », n° 3934. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes de Westhoffen, Traenheim, Wangen, Marlenheim, Nordheim, Kirchleim et Odratzheim qui ont été sinistrés par l'ouragan et la grêle au cours des orages qui se sont abattus sur cette région dans la journée du 13 août, n° 4232. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser dignement l'indemnité d'habillement attribuée aux fonctionnaires des douanes, n° 4655. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives accordée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 4656. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5937. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à réglementer la culture et le marché du houblon en France, n° 6302. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi portant annulation de l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 modifiant l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 6319. — Le 24 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département du Bas-Rhin, n° 9965. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité de 10 0/0 aux personnes ayant trouvé des valeurs ou des sommes importantes

et les ayant restituées aussitôt à leurs propriétaires ou les ayant déposées aux mairies, commissariats de police ou bureaux de gendarmerie dans un but analogue, n° 10183. — Le 8 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 51 et 52 de la Constitution, n° 11809. — Le 22 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter après les fêtes de Noël l'incorporation du contingent prévue pour le 19 décembre, n° 11934.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé [24 août 1951] (p. 6505); — sur la fixation du prix du lait et de la betterave [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Vente de houblon à l'étranger)* [5 décembre 1951] (p. 8831) ; *le retire* (ibid.) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 bis : *Son amendement tendant à majorer la taxe sur les produits alimentaires importés* [22 décembre 1951] (p. 9576). — Est entendu sur la question relative aux personnels des eaux et forêts d'Alsace et de Lorraine, posée par M. Kuehn à M. le Ministre du Budget [21 décembre 1951] (p. 9510). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement [22 janvier 1952] (p. 288) ; — sur la politique agricole du Gouvernement en matière de garantie de prix [27 mai 1952] (p. 2440) ; la développe : *Ses observations sur les difficultés des paysans, l'incompréhension de la presse, le marché du houblon et les importations d'Allemagne* [8 juillet 1952] (p. 3651, 3652). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux caisses d'accidents du travail agricoles en Alsace-Lorraine* [2 juillet 1952] (p. 3429) ; — d'une proposition de loi instituant un permis national de chasse ; en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1952] (p. 3628, 3629) ; *Contre-projet de M. Billat tendant à maintenir un permis de*

chasse départemental (p. 3630). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé de la récolte 1952 [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Enseignement d'une deuxième langue en Alsace)* [7 novembre 1952] (p. 4854, 4855) ; *le retire* (p. 4855) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la faillite du système fiscal, la généralisation des forfaits pour les impôts agricoles, la situation des coopératives agricoles)* [6 décembre 1952] (p. 6042 et suiv.) ; Art. 99 : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant les exonérations d'impôts ou diminutions de recettes* [12 décembre 1952] (p. 6234). — Dépose une demande d'interpellation : sur le procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane et les conditions dans lesquelles ont été incorporées de force dans l'armée allemande des classes entières de nos compatriotes alsaciens [13 décembre 1952] (p. 6325) ; — sur l'absence d'informations de l'opinion publique du pays, au moment où s'ouvre, à Bordeaux, le procès d'Oradour-sur-Glane [20 janvier 1953] (p. 94). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le drame de l'Alsace pendant l'occupation, l'incendie d'Oradour, l'opinion du procureur Beauvais qui a appliqué la loi inique de 1948 dans l'affaire d'Ascy)* [27 janvier 1953] (p. 529, 530). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions et l'atmosphère dans lesquelles s'est déroulé le procès d'Oradour [17 février 1953] (p. 1062). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Amnistie des Alsaciens condamnés à Bordeaux pour l'affaire d'Oradour* [17 février 1953] (p. 1074, 1072). — Prend part à la discussion des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Son ordre du jour demandant le maintien du statu quo* [12 mars 1953] (p. 1838, 1839) ; *le retire* (p. 1839). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incohérence de la politique agricole [9 octobre 1953] (p. 4186) ; la développe : *Absence de toute politique agricole à longue échéance, « malhonnêteté » des invitations gouvernemen-*

tales à produire sans organisation concomitante des marchés intérieurs et des débouchés extérieurs ; soutien accordé à la seule industrie (tarifs douaniers, primes) ; injustice de l'opinion envers le travail paysan [16 octobre 1953] (p. 4333, 4334). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Réduction du personnel français en occupation et son reclassement)* [2 décembre 1953] (p. 5887) ; Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités des Services extérieurs (Indemnité d'expatriation de 33 0/0)* [3 décembre 1953] (p. 5900) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et Forêts (Ingénieurs des travaux ruraux d'Alsace-Lorraine)* (p. 5937) ; *le retire* (p. 5939) ; Chap. 34-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Autonomie du service de lutte contre les végétaux)* (p. 5941) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 17 bis : *Son amendement (Taxe unique sur la bière)* [29 mars 1954] (p. 1400) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Vulgarisation agricole, organisation des marchés* [25 novembre 1954] (p. 5417, 5418) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Avis favorable touchant le réarmement allemand (sous certaines réserves), défavorable touchant l'accord sur la Sarre, « terre allemande » et « pomme de discorde » des conflits futurs (évocation du calvaire alsacien et d'Oradour)* [21 décembre 1954] (p. 6703, 6704) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Son article additionnel (« Plancher » des indemnisations des sinistrés)* [27 janvier 1955] (p. 346, 347) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Délai aux bénéficiaires de la loi du 19 mai 1948 étendant l'ordonnance du 15 juin 1945 aux Alsaciens-Lorrains empêchés d'accéder à la fonction publique)* [4 mars 1955] (p. 1109) ; — d'une proposition de loi relative au financement

des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Exportation des produits laitiers, envoi de beurre à l'Allemagne* [22 mars 1955] (p. 1811, 1815) ; *Son article additionnel (Suppression de la taxe de circulation pour les abattages d'urgence)* (p. 1816) ; *le retire* (p. 1817). — Est entendu sur la demande de fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. R. Schmitt sur la politique de construction du Gouvernement : *Normes* [23 mars 1955] (p. 1872). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Ses explications de vote* [20 juillet 1955] (p. 3979) ; — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5259). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique envisagée à la suite du referendum sarrois [26 octobre 1955] (p. 5277). = S'excuse de son absence [19 mai 1953] (p. 2753), [9 février 1954] (p. 101). = Obtient des congés [19 mai 1953] (p. 2753), [9 février 1954] (p. 101).

KESSOUS (M. Youcef), *Député de Constantine* (2^e collège, 2^e circonscription). (R. I.)

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6317). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [3 juin 1952] (p. 2604).

KIR (M. Félix), *Député de la Côte-d'Or*. (R. I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des pensions [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein

de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [16 février 1951] (F. n° 105).

Dépôts :

Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 5056) de M. Olmi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts, n° 5959. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski (n° 2795) tendant à inviter le Gouvernement à préserver le patrimoine de la France et à assurer l'ouverture au public de tous les monuments ou sites ayant un caractère historique ou artistique, n° 5969. — Le 20 octobre 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3327) relatif à la protection du titre d'œnologue, n° 6926.

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le rajustement des salaires, l'enseignement libre* [2 août 1951] (p. 6165, 6166) ; — à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; *Question préalable opposée par M. Cogniot* [31 août 1951] (p. 6713) ; *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de l'église)* (p. 6731) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* [3 septembre 1951] (p. 6785) ; *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir le contrôle des inspecteurs de l'enseignement sur les écoles privées* (p. 6789, 6790) ; *Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres* (p. 6792, 6793). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6907) ; *Discussion générale (Ses observations sur la liberté de l'église catholique)* (p. 6941) ; *Pressions anti-cléricales* (p. 6948) ; *Ses observations sur l'œuvre scolaire de l'église dans le passé* [6 septembre 1951]